

Le centre d'hébergement des Tattes, situé à Vernier, a organisé une semaine d'activités à destination du grand public. Reportage lors de la soirée musicale de mercredi

L'espoir de «dédiaboliser» les Tattes

CÉLINE GARCIN

Asile ► Des guirlandes de drapeaux colorés qui virevoltent au vent, des mères installées sur les grandes tables dressées à l'ombre des arbres et une multitude d'enfants qui courent entre les tables de ping-pong et les parkings à vélos. Ce mercredi après-midi, la cour des Tattes a des allures de place de village. La troisième journée des premières portes ouvertes organisées par le centre d'hébergement collectif pour réfugié·es et requérant·e·s d'asile à Vernier vient de démarrer. Elle est dédiée au sport et à la musique.

A travers des activités ouvertes à toutes et tous, l'équipe sociale espère «dédiaboliser» les Tattes. «Le centre n'est plus le ghetto d'il y a dix ou quinze ans, occupé par 800 personnes, majoritairement des hommes seuls qui n'avaient aucun avenir à Genève», précise Marie Gremaud, responsable du lieu. «Aujourd'hui, un tiers des habitant·e·s sont des familles.»

Aux environs de 17h, Matelo, un résident baraquée entièrement vêtu de bleu, lance officiellement les festivités à l'ombre du bâtiment F. Il est accompagné d'une dizaine de petits judokas emballés dans des kimonos blancs immaculés auxquels il enseigne quelques prises faciles. Depuis 2017, cet homme charismatique originaire du Congo propose des entraînements de boxe et d'autres sports de combat aux habitant·e·s pour «canaliser» leurs émotions. «Cela leur permet de se défouler tout en apprenant la discipline, le respect des autres et de soi-même», martèle le coach.

«Nous sommes tous égaux»
Pendant que les combattants du jour se font chuter sur le tatami de fortune, Ibrahima monte sur la petite scène qui fait face à la cour, s'empare du micro et emporte le public présent avec son texte puissant chanté sur des sonorités raga. Le jeune Guinéen fait partie des trois résidents qui ont répondu à «l'appel aux talents» lancé par Alice, une des travailleuses sociales communautaires du centre. «J'ai composé une chanson pour l'occasion, confie le



Matelo, un résident des Tattes, apprend des prises de base à des judokas en herbe sur un tatami improvisé. JPDS

«Le centre n'est plus le ghetto d'il y a dix ou quinze ans»

Marie Gremaud

DES GRANDS TRAVAUX EN PROJET

Le centre des Tattes revient de loin. Construit en 1987 pour accueillir des saisons, il a longtemps été occupé par des requérant·e·s d'asile débouts. «Les conditions étaient très difficiles, il n'y avait pas d'accompagnement social, des gens dormaient à quatre par chambre», se souvient Nicole Andreetta, qui était aumônière à l'Agora des Tattes. Le terrible incendie meurtrier de 2014 a provoqué un électrochoc au sein de la population et des autorités. «Les gens ont réalisé ce qu'il se passait réellement dans le centre et les manquements dans la qualité des soins», relève Jean-François Monnin, responsable de la

tenne Reliance des Tattes, association qui soutient les enfants dans leurs apprentissages et leur intégration. Ces dix dernières années, plusieurs évolutions ont permis d'améliorer le quotidien des résident·e·s. «La population est plus mélangée, certains locaux ont été réaménagés et l'équipe sociale a été renforcée», constate Virginie Hours, également aumônière à l'Agora. L'état du bâtiment reste vétuste, avec des cuisines collectives et des sanitaires délabrés peu adaptés à l'usage actuel. Alors que l'Hospice général, longtemps locataire du site, est devenu propriétaire des murs en février, un vaste plan de rénovation est à l'étude. CGN

EXERGUE

Et l'uni, elle est à qui?

Il faut avoir un certain goût pour l'ordre bienséant pour regarder ce qui se jouait jusqu'à jeudi à Uni Dufour avec l'air pincé du notable dérangé et l'angoisse du *modus vivendi* compromis. Mercredi et jeudi, des membres de la Coordination étudiante Palestine (CEP) ont fait le pied de grue devant les bureaux du rectorat pour obtenir que celui-ci mette enfin un terme aux partenariats avec les universités israéliennes. La deuxième occupation en une semaine, motivée par l'escalade d'un discours militaire israélien totalement décomplexé. Avec quelle réponse? «Une concertation est en cours», répète le disque rayé qui fait office de paravent à une rectrice qui, elle, ne dit mot.

Le soulèvement est pourtant digne. Une action politique qui n'est pas un pur effet de spectacle, se donne les moyens de durer, de déranger, de faire irruption. Il y a là une poignée d'étudiant·e·s – soutenu·e·s tout de même par 600 voix aux dernières élections à l'Assemblée de l'université – qui, sans violence, franchissent des barrages,

tiennent leur position, campent là où le pouvoir se retranche, réclament le dialogue que le rectorat feint de leur avoir déjà accordé. Le comble: on les accuse de bloquer l'université, alors même que c'est l'institution elle-même qui ferme les portes, verrouille les accès, déplace les cours, suspend les événements.

Il faut croire que la mobilisation dérange. Elle ne cherche pas à plaire, elle ne cherche même pas à convaincre – elle cherche à imposer une présence, un conflit que l'université aurait préféré dissoudre en commission. Elle casse le rythme mortifère du fonctionnement normal. Elle suspend. Et ce qu'elle fait apparaître, c'est non seulement le refus obstiné du rectorat de se remettre en question, mais la brutalité tranquille de ceux qui, sourire aux lèvres, dégagent la plainte pénale tout en se réclamant du dialogue.

Ce sont pourtant bien les étudiant·e·s qui ouvrent la discussion, rassemblent. Ce sont elles et eux,

aujourd'hui, qui donnent corps à une idée de l'université comme lieu politique, et non comme centre de production documentaire. Et même si tout est fait pour les contenir, les réduire à un «petit groupe» de trublions, les faits sont là: ils et elles reviennent inlassablement, refusent les portes closes et s'appuient sur la masse de leurs soutiens pour repousser les cordons sécuritaires qu'on leur donne comme seul vis-à-vis. Leur fait d'armes le plus violent? Avoir sauté des rambardes d'escaliers pour contourner des agent·e·s de sécurité.

Qu'on ne s'y trompe pas. L'opération de fermeture d'Uni Dufour n'a rien de sécuritaire. Elle n'est qu'une manœuvre communicationnelle qui pourrait bien se retourner contre ses initiateur·ice·s.

Après tout, elle est à qui, l'université? Plus que jamais à ceux qui l'ouvrent. Pas à ceux qui la ferment.

LOUIS VILADENT ET MAUDE JAQUET

UNIVERSITÉ

FIN DE L'OCCUPATION

Les étudiant·e·s de la Coordination étudiante pour la Palestine (CEP) ont levé le camp d'Uni Dufour jeudi soir. Ils et elles occupaient le couloir du rectorat depuis mercredi matin, sans avoir pu discuter avec la rectrice, comme souhaité. Jeudi soir, alors que le bâtiment avait été fermé la veille, entre cinquante et cent manifestant·e·s ont forcé les portes lors d'un rassemblement de soutien à l'extérieur. Mais l'arrivée de plusieurs patrouilles de police a incité une grande partie des occupant·e·s à ressortir. La quinzaine de personnes restées à l'intérieur ont pris la décision de lever l'occupation dans la foulée. MPO